

Rapport financier
Semestriel

2012

Finatis



Sommaire

Chiffres clés	3
Attestation du responsable du rapport financier semestriel	4
Rapport semestriel d'activité	5
Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2012 *	11
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012	33

* Les situations intermédiaires aux 30 juin 2012 et 2011 ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes

Chiffres clés

Compte de résultat consolidé (en M€)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011
Chiffre d'affaires	17 682	16 481
Résultat opérationnel courant	629	560
Résultat net des activités poursuivies	29	31
Résultat net des activités abandonnées	(1)	(1)
Résultat net de l'ensemble consolidé	28	30
<i>dont part du groupe</i>	<i>(74)</i>	<i>(39)</i>



Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 27 juillet 2012

Didier LÉVÊQUE
Président-Directeur général

Rapport semestriel d'activité

■ Comptes consolidés

Les états financiers au 30 juin 2012 du groupe Finatis sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2012.

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2011.

■ Faits marquants du 1^{er} semestre 2012

■ Rallye

Paiement du dividende en actions

L'Assemblée Générale des actionnaires de Rallye du 23 mai 2012 a décidé le versement d'un dividende de 1,83 € par action au titre de l'exercice 2011, stable par rapport au dividende 2010. Un acompte de 0,80 € par action a été mis en paiement le 6 octobre 2011, le solde s'élevant ainsi à 1,03 €. Il a été décidé que ce solde pouvait, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire soit en actions nouvelles de la société.

Cette opération permet à Rallye de renforcer ses fonds propres de 17 M€ par la création de 774 497 actions nouvelles (1,6 % du capital), immédiatement assimilées aux actions en circulation de la société.

Foncière Euris s'est associée à cette opération en optant majoritairement pour le paiement en actions.

■ Groupe Go Sport

Succès de l'augmentation de capital de Groupe Go Sport

Groupe GO Sport a levé, au cours du 1^{er} semestre 2012, 30 M€ dans le cadre d'une augmentation de capital garantie et largement souscrite par Rallye. Cette opération permet au Groupe, d'une part, de réaliser son plan d'investissements afin de poursuivre la redynamisation commerciale des deux enseignes et, d'autre part, de renforcer sa structure financière.

Conformément à leurs engagements, Rallye et ses filiales ont largement accompagné l'opération ; ainsi à la date de réalisation de l'augmentation de capital, Rallye détient 89,7 % du capital et 88,9 % des droits de vote de Groupe Go Sport.

Annnonce d'un nouveau partenariat à l'achat

Le 30 avril 2012, Groupe GO Sport a annoncé la signature d'un protocole d'accord portant sur partenariat à l'achat avec le groupe autrichien Hervis Sports, mettant fin à la coopération à l'achat avec Sport 2000. Courant juin, le partenariat s'est élargi avec l'adhésion d'un autre distributeur européen d'articles de sport, Twinner.

▪ Casino

Plusieurs évènements ont également marqué le début d'année 2012 chez Casino :

Etablissement d'un programme d'ADR

Le 12 janvier 2012, Casino a établi un programme d'American Depositary Receipt (« ADR ») de niveau 1 aux Etats-Unis. Deutsche Bank est le dépositaire de ces ADR qui peuvent être échangés aux Etats-Unis sur le marché de gré à gré. Dans le cadre de ce programme, chaque action Casino est représentée par cinq ADR.

Nouvelle stratégie de Mercialys et distribution exceptionnelle aux actionnaires

Le 9 février 2012, Mercialys a annoncé le lancement d'une nouvelle stratégie autour de la vision de « Foncière Commerçante ». Mercialys a annoncé également un remboursement d'apport à ses actionnaires et une nouvelle structure financière.

Dans la lignée de sa nouvelle stratégie, Mercialys a procédé le 20 avril 2012 à une distribution exceptionnelle de ses réserves ainsi que le solde de distribution au titre de l'exercice 2011 pour un montant global de 1 060 M€ dont 532 M€ reçus par le Groupe.

Prise de participation dans Monshowroom

Le 28 février 2012, le Groupe Casino a acquis une participation minoritaire du capital de la société Monshowroom avec possibilité à terme de devenir majoritaire. Cette société, spécialisée dans la vente de prêt-à-porter et accessoires de mode multimarques sur internet, permet au Groupe de conforter sa position dans le secteur du commerce en ligne.

Succès d'une émission obligataire de Casino de 600 M€

Le 1^{er} mars 2012, Casino a procédé avec succès à une émission obligataire de 600 M€. Cette opération a vocation à refinancer les tombées d'emprunt du Groupe et permet d'allonger la maturité moyenne de la dette obligataire de 4,2 à 4,6 années. Cette souche obligataire porte un coupon de 3,99 % et a été largement souscrite par une base d'investisseurs diversifiée.

Réussite du placement privé de Big C en Thaïlande

Le 29 mars 2012, Big C Thaïlande, filiale du groupe Casino, a annoncé avoir obtenu l'approbation de son Conseil d'administration sur une augmentation de capital par le placement privé d'un maximum de 23,6 millions d'actions représentant environ 2,9 % du capital de Big C. Cette levée de capital s'inscrit dans le plan stratégique annoncé en octobre 2011 visant à renforcer le co-leadership de Big C en Thaïlande et en faire un acteur majeur dans la région. Le placement privé a été soumis au vote des actionnaires le 30 avril et a permis de dégager le 3 mai des ressources de 102 M€.

Poursuite du processus de prise de contrôle de GPA au Brésil

Au 30 juin 2012, le Groupe détient 40,32 % du capital de GPA contre 40,13 % au 31 décembre 2011 (et 37,1 % au 30 juin 2011) soit une augmentation de 0,19 % qui résulte principalement de (i) l'émission au profit de Casino de 1,9 million d'actions préférentielles au cours de 85,66 réais par action et (ii) l'effet dilutif de stock-options exercées au cours de la période.

Afin de préparer la réorganisation du contrôle de GPA tel que prévu dans le pacte d'actionnaires de la société Wilkes, Casino a informé le 21 mars 2012 son partenaire Monsieur Abilio Diniz qu'elle entendait exercer sa faculté contractuelle de désigner le président du Conseil d'administration de Wilkes.

L'assemblée générale extraordinaire de Wilkes, holding de contrôle de GPA, s'est tenue le 22 juin 2012 à São Paulo. Elle a statué positivement sur la nomination de Jean-Charles Naouri, PDG de Casino, aux fonctions de Président du Conseil d'administration de Wilkes. A la même date, l'assemblée générale extraordinaire de GPA a approuvé la nomination de Messieurs Eleazar de Carvalho Filho, Luiz

Augusto de Castro Neves et Roberto Oliveira de Lima, administrateurs proposés par Casino. Ces nominations portent à huit le nombre d'administrateurs nommés par le Groupe.

Signature d'une lettre d'intention pour le rachat de 50 % de Monoprix

Le 29 juin 2012, Casino et Groupe Galeries Lafayette annoncent la signature d'une lettre d'intention portant sur la participation de 50 % détenue par Groupe Galeries Lafayette dans Monoprix. Les deux groupes ont pour objectif de parvenir à un protocole transactionnel prévoyant la cession par Groupe Galeries Lafayette de cette participation d'ici au 30 octobre 2013, au prix de 1 175 M€ indexé à compter du 1^{er} avril 2013. Casino s'est d'ores et déjà engagé sur les termes d'un protocole transactionnel. L'acquisition par Casino interviendrait après accord de l'Autorité de la concurrence. Monsieur Jean-Charles Naouri, Président-Directeur général de Casino, a été nommé administrateur de Monoprix lors de l'Assemblée Générale tenue le jour même. Monsieur Philippe Houzé conserve ses fonctions de Président-Directeur général de Monoprix. Après la signature du protocole transactionnel, un nouveau Président-Directeur Général de Monoprix présenté par Casino sera désigné. Casino et Groupe Galeries Lafayette renonceront, après la cession des actions, aux procédures judiciaires en cours.

■ Événements postérieurs au 30 juin 2012

■ Prise de contrôle de GPA

Le 2 juillet 2012, l'Assemblée générale de Wilkes a approuvé la modification du Conseil d'administration consistant à nommer un administrateur proposé par Casino en remplacement d'un administrateur nommé par Abilio Diniz. Casino a ainsi obtenu la majorité au Conseil d'administration de Wilkes. Ce contrôle permet à Casino de décider du sens du vote de Wilkes à l'Assemblée générale de GPA et donc irrévocablement de contrôler également GPA. A compter de cette date, le Groupe consolidera donc GPA selon la méthode de l'intégration globale.

Voir la Note 16 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels pour plus de détails sur cet événement.

■ Monoprix

Suite à la lettre d'intention signée le 28 juin 2012 entre Casino et Galeries Lafayette, les deux groupes ont conclu, le 26 juillet 2012, un protocole transactionnel portant sur la cession de la participation de 50 % détenue par Galeries Lafayette dans Monoprix à Casino selon les termes du communiqué du 29 juin 2012.

L'acquisition interviendra à l'issue du processus d'autorisation en cours devant l'Autorité de la concurrence

■ Groupe Go Sport

Le Conseil d'Administration de Groupe GO Sport, réuni le 19 juillet 2012, a décidé de nommer M. Loïc Le Borgne, Directeur Général de la société.

A la suite de l'augmentation de capital de 30 M€ réalisée fin mai 2012, le Conseil d'Administration souhaite désormais initier une nouvelle phase dans le redressement du groupe, en accélérant notamment la redynamisation commerciale de ses enseignes.

■ Foncière Euris et Rallye

La promesse de cession du centre Manufaktura en Pologne a été signée le 26 juillet 2012 ; cette cession devrait être effective, après levée des conditions suspensives, d'ici la fin de l'année 2012.

■ Résultats

Le **chiffre d'affaires** hors taxes du 1^{er} semestre 2012 progresse de 7,3 % et s'établit à 17 682 M€ contre 16 481 M€ en 2011 ; celui-ci s'élève à 8 771 M€ sur le 2^{ème} trimestre 2012 contre 8 469 M€ en 2011, soit une progression de 3,6 %.

- Le chiffre d'affaires de la grande distribution (groupe Casino) s'élève à 17 348 M€ contre 16 144 M€ au 30 juin 2011, soit une hausse de 7,5 % ; les variations de périmètre ont contribué positivement à hauteur de +3,1% sous l'effet principalement de la montée au capital de GPA. Les variations de changes ont un effet légèrement positif de +0,3%.

La croissance des ventes en organique s'élève à +4,1 %, dont +0,5 % en France et +8,6 % à l'international qui s'affirme comme un important relais de croissance.

Sur le 1^{er} semestre 2012, les activités internationales représentent 48 % du chiffre d'affaires et 61 % du ROC contre respectivement 44 % et 53 % en 2011.

- Le chiffre d'affaires de la distribution d'articles de sport (Groupe Go Sport) s'élève à 324 M€ au 1^{er} semestre 2012, en légère baisse (-1,1 %) par rapport au 1^{er} semestre 2011. A magasins comparables et taux de change constant, les ventes augmentent de 1,0 %. Le ROC et le résultat net sont en replis par rapport au 1^{er} semestre 2011, soit respectivement -14 M€ et -17 M€ en 2012, contre -12 M€ et -14 M€.

Le **résultat opérationnel courant (ROC)** s'élève à 629 M€ sur le 1^{er} semestre 2012, contre 560 M€ en 2011 (+12,3%). Il comprend principalement le net accroissement du ROC du groupe de distribution Casino qui enregistre une hausse de 11,6 %, porté par la forte croissance du résultat de l'international.

Les **autres produits et charges opérationnels** se traduisent par une charge nette de -109 M€ contre -134 M€ à fin juin 2011.

La charge nette constatée au 1^{er} semestre 2012 comprend notamment :

- des provisions pour restructuration pour -46 M€, concernant principalement les secteurs Casino France (-26 M€) et Franprix-Leader Price (-14 M€),
- des provisions et charges pour risques et litiges pour -13 M€
- et des charges nettes diverses sur opérations en cours pour -61 M€ concernant principalement les frais du Brésil (-32 M€).

La charge nette constatée au 1^{er} semestre 2011 comprenait notamment :

- des coûts d'intégration de Nova Casas Bahia et Carrefour Thaïlande pour -22 M€
- des pertes de valeurs d'actifs pour -18 M€ (dont -11 M€ sur le portefeuille d'investissements de private equity),
- des provisions pour restructuration pour -42 M€ (concernant principalement les secteurs Casino France et Franprix-Leader price pour 18 M€ chacun),
- une taxe sur le patrimoine (Colombie) à hauteur de -72 M€
- et des résultats sur prises ou pertes de contrôle (35 M€).

Le poste « **Coût de l'endettement financier net** » observe une légère amélioration (+13 M€) et s'élève à -318 M€ en 2012.

La **quote-part du résultat net des entreprises associées** s'est élevée à -16 M€ (contre -7 M€ au premier semestre 2011).

Le **résultat net des activités poursuivies** s'est établi à 29 M€ au 30/06/2012 (contre 31 M€ au 30/06/2011), la part du groupe dans cet agrégat correspond à une perte de -74 M€ au 1^{er} semestre 2011, contre une perte de -39 M€ en 2011.

Le **résultat net part du groupe de l'ensemble consolidé** du 1^{er} semestre 2012 enregistre une perte de -74 M€ (contre -39 M€ au 1^{er} semestre 2011), soit une perte nette de 13,1 € par action.

■ Évolution des flux de trésorerie

La **capacité d'autofinancement** du Groupe s'élève à 357 M€ en 2012, en diminution par rapport au niveau constaté au 1^{er} semestre 2011 (403 M€).

La **variation du besoin en fonds de roulement** est négative (-770 M€) contre -730 M€ sous l'effet de l'évolution défavorable du BFR hors marchandises, du fait de la réduction du besoin en financement de l'activité de promotion immobilière et de l'impact défavorable du règlement de litiges fiscaux en France.

La CAF et la variation du BFR, retraitées du coût de l'endettement financier net et des impôts non versés sur le 1^{er} semestre 2012, portent le **flux de trésorerie généré par l'activité** à -161 M€ contre -104 M€ en 2011.

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement** se caractérise par un décaissement net de 723 M€ sur la période (contre un décaissement exceptionnel de 1 784 M€ en 2011). Outre les investissements récurrents en immobiliers (immobilisations corporelles ou immeubles de placement), le décaissement de 2011 était consécutif notamment à l'acquisition des activités thaïlandaises de Carrefour (-943 M€) et au renforcement du Groupe dans GPA (-203 M€).

Le Groupe dégage ainsi un **flux de trésorerie disponible** négatif (-884 M€ en 2012) contre un montant de -1 888 M€ en 2011.

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations de financement** se solde par un encaissement net de 361 M€ (contre un encaissement de 497 M€ au 30 juin 2011). Ce flux intègre les dividendes versés pour un montant exceptionnel de -723 M€ contre -236 M€ en 2011 ; ceux-ci comprennent notamment l'ensemble des dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées du Groupe, dont -528 M€ relatifs à Mercialys.

Par ailleurs, ce flux comprend les opérations réalisées avec des actionnaires minoritaires des filiales (soit +247 M€ en 2012 contre -292 M€ en 2011).

La **trésorerie nette** enregistre une diminution de 501 M€ pour s'établir à 2 802 M€ au 30 juin 2012.

■ Structure financière

Au 30 juin 2012, le **total du bilan consolidé** s'élève à 31 933 M€ contre 32 333 M€ au 31 décembre 2011, soit une diminution de 400 M€ sur la période. Des variations très importantes sont observées à l'actif, principalement au poste « Immeubles de placement », et dans différents postes du passif, à la suite du reclassement des actifs et passifs de Mercialys en « Actifs détenus en vue de la vente » et passifs associés (voir note 11).

Parmi les actifs non courants, le poste « Actifs financiers » intègre, pour leur juste valeur, les investissements financiers autres que ceux à caractère immobilier.

Les **capitaux propres consolidés** se montent à 7 092 M€, dont 358 M€ pour la part du groupe et 6 734 M€ pour la part des actionnaires minoritaires et des porteurs de TSSDI Casino.

Les **capitaux propres part du groupe** enregistrent une diminution (-76 M€) s'expliquant notamment par le résultat net part du groupe (-74 M€), les dividendes versés par Finatis (-11 M€), l'impact des variations de périmètre (+25 M€) et les écarts de conversion sur filiales étrangères (-15 M€).

Les **intérêts minoritaires** dans les capitaux propres diminuent de -292 M€, cette variation est notamment due à leur part dans le résultat net (+102 M€), dans les dividendes versés (-769 M€, dont une distribution exceptionnelle en provenance de Mercialys de 528 M€ pour la part des minoritaires), dans les écarts de conversion (+62 M€) et l'impact net des variations de périmètre (+304 M€).

La **dette financière nette** s'élève à 9 594 M€ contre 8 991 M€ au 31 décembre 2011 ; au 30 juin 2011, elle s'était élevée à 10 336 M€ soit une réduction de 742 M€ sur 12 mois glissants ; l'évolution de la dette au 1^{er} semestre 2012 est impactée par la variation négative de BFR, les dividendes versés, et par les capex.

Les contributions à la dette financière nette consolidée du Groupe sont réparties comme suit :

- Groupe Casino : 6 043 M€ au 30 juin 2012, contre 5 379 M€ au 31 décembre 2011,

- Groupe GO Sport : 90 M€ contre 86 M€
- Rallye Holding : 2 784 M€ contre 2 848 M€ (montant ressortant à 2 735 M€ en déduisant les actifs financiers en voie de cession - IFRS 5),
- Foncière Euris Holding : 429 M€ contre 433 M€ en 2011,
- Finatis Holding : 117 M€ contre 124 M€ en 2011,
- Les filiales d'investissements du Groupe : 131 M€ contre 121 M€, correspondant à des financements spécifiquement dédiés à des projets immobiliers et, pour l'essentiel, sans recours contre les holdings.

■ Résultat de la société mère

Le bénéfice de la société Finatis s'élève à 16,1 M€ contre 15,3 M€ au 30 juin 2011 et est constitué en grande partie du produit des dividendes des participations (17,3 M€ sur le 1^{er} semestre 2011) net des intérêts financiers relatifs à la dette bancaire.

■ Perspectives 2012 – Risques et incertitudes sur les 6 mois à venir

Le Groupe Finatis bénéficie d'une bonne structure financière, notamment à travers sa filiale Rallye, avec près de 1,6 Md€ de lignes de crédit confirmées, non utilisées et immédiatement disponibles, et plus de 280 M€ de disponibilités. La maturité de ces lignes de crédit confirmées est longue grâce notamment au renouvellement de plusieurs lignes de crédit sur le semestre.

Rallye dispose d'un portefeuille d'actifs aux fondamentaux solides ; le Groupe continuera de jouer son rôle d'actionnaire majoritaire de Casino et de valoriser ses participations :

- Par la prise de contrôle de GPA et la signature d'une lettre d'intention sur Monoprix, le groupe Casino a franchi au 2nd semestre un cap stratégique historique : son profil est désormais essentiellement exposé aux marchés à forte croissance et aux formats porteurs ; au second semestre, GPA, leader de la distribution au Brésil, sera consolidé à 100 % dans les comptes de Casino.

Par ailleurs, lorsque la perte de contrôle de Mercialys sera effective, la participation du Groupe dans la société sera mise en équivalence.

Ainsi Casino réaffirme ses objectifs pour 2012 :

- ✓ Croissance du chiffre d'affaires du Groupe supérieure à 10 %
 - ✓ Stabilité de la part de marché de Casino dans l'alimentaire en France
 - ✓ Progression du ROC de Franprix – Leader Price
 - ✓ Maintien d'un ratio de DFN/EBITDA inférieur à 2,2x
 - ✓ Plan de cessions d'actifs/augmentations de capital de 1,5Md€
- Afin d'initier une nouvelle phase dans le redressement de Groupe GO Sport, le Conseil d'Administration, réuni le 19 juillet 2012, a décidé de nommer M. Loïc Le Borgne, Directeur Général.
Le second semestre sera jalonné de grands rendez-vous de consommation tels que les Jeux Olympiques d'été, la rentrée des classes ou les fêtes de Noël. Groupe GO Sport est confiant dans sa capacité à accélérer la redynamisation commerciale de ses deux enseignes, et à faire de ces événements des succès.
 - Concernant le portefeuille d'investissements, les cessions vont être poursuivies, tant en Private Equity en fonction des conditions de marché, qu'en immobilier commercial.
Des investissements financiers et immobiliers de Rallye et Foncière Euris sont actuellement en cours de cession et sont comptabilisés selon la norme IFRS 5 en « actifs détenus en vue de la vente » au 30 juin 2012.



Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2012 *

Compte de résultat consolidé	12
Etat consolidé des produits et des charges comptabilisés	13
Bilan consolidé	14
Tableau de flux de trésorerie consolidés	15
Variations des capitaux propres consolidés	17
Annexe aux comptes consolidés	18

* Les situations intermédiaires aux 30 juin 2012 et 2011 ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)

	Notes	1 ^{er} semestre	
		2012	2011
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires, hors taxes	4	17 682	16 481
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(13 131)	(12 210)
Marge commerciale		4 551	4 271
Autres revenus		194	174
Coût des ventes	5	(3 350)	(3 170)
Frais généraux et administratifs	5	(766)	(715)
Résultat opérationnel courant	4	629	560
Autres produits opérationnels	6	54	104
Autres charges opérationnelles	6	(163)	(238)
Résultat opérationnel		520	426
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7	54	38
Coût de l'endettement financier brut	7	(372)	(369)
Coût de l'endettement financier net		(318)	(331)
Autres produits financiers	7	143	110
Autres charges financières	7	(200)	(115)
Résultat avant impôt		145	90
Charge d'impôt	8	(100)	(52)
Quote-part du résultat net des entreprises associées		(16)	(7)
Résultat net des activités poursuivies		29	31
<i>Part du groupe</i>		(74)	(39)
<i>Intérêts minoritaires</i>		103	70
ACTIVITES ABANDONNEES			
Résultat net des activités abandonnées		(1)	(1)
<i>Part du groupe</i>			
<i>Intérêts minoritaires</i>		(1)	(1)
ENSEMBLE CONSOLIDE			
Résultat net de l'ensemble consolidé		28	30
<i>Part du groupe</i>		(74)	(39)
<i>Intérêts minoritaires</i>		102	69
Par action, en euros :			
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du groupe		(13,1)	(6,9)
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe		(13,1)	(6,8)

Etat consolidé des produits et des charges comptabilisés

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre	
	2012	2011
Résultat net de l'ensemble consolidé	28	30
Écarts de conversion (1)	47	(152)
Écarts actuariels	(14)	14
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	9	29
Comptabilité de couverture de flux de trésorerie	(31)	(3)
Effet d'impôt sur les produits et charges directement reconnus en capitaux propres	15	(8)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôts	26	(120)
Résultat des produits et charges comptabilisés sur la période, nets d'impôts	54	(90)
<i>Dont, part du groupe</i>	<i>(92)</i>	<i>(54)</i>
<i>Dont, intérêts minoritaires</i>	<i>146</i>	<i>(36)</i>

(1) La variation positive du 1^{er} semestre 2012 de 47 M€ résulte principalement de l'appréciation de la monnaie colombienne pour 263 M€ compensée par la dépréciation de la monnaie brésilienne à hauteur 203 M€. Au cours du 1^{er} semestre 2011, la variation négative résultait principalement de la dépréciation des monnaies thaïlandaise et brésilienne à hauteur respectivement de 64 M€ et 49 M€.

Bilan consolidé

(en millions d'euros)

ACTIF	Notes	30/06/2012	31/12/2011
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	9	8 962	9 032
Immobilisations incorporelles	9	1 255	1 249
Immobilisations corporelles	9	6 823	6 713
Immeubles de placement	9	764	1 887
Participations dans les entreprises associées		246	165
Actifs financiers		1 224	964
Actifs financiers de couverture		159	130
Actifs d'impôts différés		412	397
Total des actifs non courants		19 845	20 537
ACTIFS COURANTS			
Stocks		3 438	3 542
Clients		1 411	1 881
Autres créances		1 628	1 769
Créances d'impôts		80	63
Autres actifs financiers		513	559
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	3 637	3 925
Actifs détenus en vue de la vente	11	1 381	57
Total des actifs courants		12 088	11 796
TOTAL DE L'ACTIF		31 933	32 333
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
CAPITAUX PROPRES			
Capital		85	85
Primes et réserves		6 334	6 344
Ecart de conversion		645	598
Résultat consolidé		28	433
Total des Capitaux Propres	12	7 092	7 460
<i>Dont Part du groupe</i>		358	434
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>		6 734	7 026
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions à long terme		365	368
Passifs financiers	13	9 342	9 632
Autres dettes		701	540
Passifs d'impôts différés		668	708
Total des passifs non courants		11 076	11 248
PASSIFS COURANTS			
Provisions à court terme		182	189
Dettes fournisseurs		4 716	5 519
Autres passifs financiers	13	4 665	4 079
Dettes d'impôts exigibles		78	62
Autres dettes		3 031	3 776
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	11	1 093	
Total des passifs courants		13 765	13 625
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		31 933	32 333

Tableau de flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre	
	2012	2011
FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE :		
Résultat net de l'ensemble consolidé (y compris intérêts minoritaires)	28	30
Dotations aux amortissements et provisions	421	396
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	(77)	3
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	9	10
Autres produits et charges calculés	(25)	(58)
Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables	328	351
Résultat sur cessions d'actifs	(10)	12
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle	(7)	1
Quote-part du résultat net des entreprises associées	16	7
Dividendes reçus des entreprises associées	2	2
Capacité d'autofinancement (CAF)	357	403
Coût de l'endettement financier net (hors variation de juste valeur et amortissements)	300	304
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	99	52
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt	756	759
Impôts versés	(147)	(133)
Variation du besoin en fonds de roulement (BFR) (1)	(770)	(730)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(A) (161)	(104)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT :		
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement	(560)	(534)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement	36	28
Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers	(157)	(48)
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers	5	12
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle ou avec des participations ne donnant pas le contrôle (2)	(47)	(1 241)
Variation des prêts et avances consentis		(1)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(B) (723)	(1 784)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT :		
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère	(11)	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(723)	(236)
Dividendes versés aux porteurs de titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI)	(11)	(12)
Augmentations et réductions de capital en numéraire	(1)	(3)
Sommes reçues lors de l'exercice de stocks-options	2	2
Autres opérations avec des actionnaires minoritaires	247	(292)
Achats et ventes d'actions autodétenues	(3)	(131)
Acquisitions et cessions de placements financiers	69	20
Augmentations des emprunts et dettes financières	2 414	2 314
Diminutions des emprunts et dettes financières	(1 264)	(796)
Intérêts financiers nets versés	(358)	(369)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(C) 361	497
Incidence des variations de cours des devises	(D) 22	(35)
Variation de la trésorerie nette	(A+B+C+D) (501)	(1 426)
Trésorerie nette d'ouverture	(E) 3 338	3 097
Trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente		
Trésorerie nette d'ouverture présentée au bilan (note 10)	3 338	3 097
Trésorerie nette de clôture	(F) 2 837	1 671
Trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente (note 11)	(35)	(6)
Trésorerie nette de clôture présentée au bilan (note 10)	2 802	1 665
Variation de la trésorerie nette	(F-E) (501)	(1 426)

(1) Variation du BFR :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre	
	2012	2011
Stocks	128	(172)
Fournisseurs	(827)	(562)
Créances clients et comptes rattachés	158	140
Créances liées aux activités de crédit	31	(172)
Financement des activités de crédit	(5)	222
Autres	(255)	(186)
Variation du BFR	(770)	(730)

(2) Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle ou avec des participations ne donnant pas le contrôle :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre	
	2012	2011
Prix de cession des titres, dont :	22	79
<i>Cession Venezuela</i>		79
<i>Cession sous-groupe Mercialys</i>	12	
<i>Sous-groupe Franprix-Leader Price</i>	5	
Prix d'acquisition des titres, dont :	(64)	(1 464)
<i>Big C Thaïlande - acquisition activités Carrefour</i>		(1 018)
<i>GPA (variation du pourcentage de détention)</i>		(262)
<i>Sous-groupe Distribution Casino France</i>		(41)
<i>Sous-groupe Franprix - Leader Price (entrées de périmètre)</i>	(47)	(108)
<i>Sous-groupe Actifs Magasins</i>		(34)
Trésorerie des sociétés acquises ou cédées, dont :	(5)	144
<i>Activités de Carrefour Thaïlande (prise de contrôle)</i>		75
<i>GPA (variation de pourcentage de détention)</i>	5	60
<i>Sous-groupe Franprix - Leader Price</i>	2	5
<i>Sous-groupe Distribution Casino France</i>		3
Total	(47)	(1 241)

Variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Titres de l'entreprise consolidante	Réserves et résultats consolidés	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Total Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 01/01/2011 retraités (1)	85	79	(1)	218	(9)	224	(2)	31	625	6 906	7 531
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres						(31)	3	13	(15)	(105)	(120)
Résultat net de la période				(39)					(39)	69	30
Total des produits et charges comptabilisés				(39)		(31)	3	13	(54)	(36)	(90)
Opérations sur capital										13	13
Opérations sur titres autodétenus										(114)	(114)
Dividendes versés (2)				(11)					(11)	(250)	(261)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (3)				(45)					(45)	(269)	(314)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales (4)										71	71
Autres mouvements				(3)					(3)	(27)	(30)
Capitaux propres au 30/06/2011 retraités (1)	85	79	(1)	120	(9)	193	1	44	512	6 294	6 806
Capitaux propres au 01/01/2012	85	79	(1)	119	(15)	136	(2)	33	434	7 026	7 460
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					(7)	(15)	(2)	6	(18)	44	26
Résultat net de la période				(74)					(74)	102	28
Total des produits et charges comptabilisés				(74)	(7)	(15)	(2)	6	(92)	146	54
Opérations sur capital				2					2	42	44
Opérations sur titres autodétenus										(2)	(2)
Dividendes versés (2)				(11)					(11)	(769)	(780)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (5)				25					25	304	329
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales										2	2
Autres mouvements										(15)	(15)
Capitaux propres au 30/06/2012	85	79	(1)	61	(22)	121	(4)	39	358	6 734	7 092

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à la comptabilisation définitive du regroupement d'entreprise de Nova Casa Bahia tel que présenté dans la note I.3.3 des états financiers consolidés du 31 décembre 2011

(2) Les distributions annuelles de Finatis au titre des exercices 2010 et 2011 s'élèvent à 11 M€ (voir note 12.2). Les dividendes versés aux minoritaires au cours du 1^{er} semestre 2012 résultent d'une distribution aux minoritaires de Mercialys, Casino et Rallye à hauteur respectivement de 528 M€, 166 M€ et 19 M€ contre respectivement 34 M€, 159 M€ et 18 M€ en 2011. L'évolution des dividendes sur Mercialys s'explique essentiellement par une distribution exceptionnelle (voir note 2.2)

(3) L'incidence négative de 314 M€ dont 45 M€ présentés en capitaux propres part du groupe et 269 M€ en intérêts minoritaires résulte principalement de rachats d'intérêts minoritaires de la société Cdiscount pour 30 M€ ainsi qu'au niveau du sous-groupe Franprix-Leader Price pour 13 M€, du renforcement du Groupe dans Casino pour 211 M€ et à hauteur de 35 M€ à la suppression des intérêts minoritaires résultant des options de vente suite aux opérations de prises de contrôle réalisées au niveau du sous-groupe Franprix – Leader Price.

(4) L'impact de 71 M€ présentés en intérêts minoritaires correspond essentiellement à l'apparition d'intérêts minoritaires consécutive aux prises de contrôle au sein du sous-groupe Franprix – Leader Price et à la prise de participation complémentaire dans GPA pour respectivement 38 M€ et 35 M€.

(5) L'incidence positive de 329 M€ provient d'une part des transactions réalisées sur la filiale Big C Thaïlande liées à la diminution du pourcentage d'intérêt du Groupe dans la filiale suite (i) à l'augmentation de capital à laquelle le Groupe n'a pas souscrit (voir note 3.2) et (ii) à la cession sur le marché de titres de filiales.

Annexe aux comptes consolidés

Période de six mois close au 30 juin 2012

(en millions d'euros)

Informations générales

Finatis SA est une société anonyme de droit français et cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment B. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Finatis ».

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales et co-entreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Ils ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes.

En date du 27 juillet 2012, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés semestriels du groupe Finatis pour le semestre se terminant le 30 juin 2012.

Note 1 ■ Base de préparation des états financiers et méthodes comptables

1.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Finatis sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration et qui sont applicables au 30 juin 2012.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

1.2 Base de préparation

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2011.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont disponibles sur simple demande au siège social de la société situé au 83, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris 8^{ème}, ou sur le site internet www.finatis.fr.

1.3 Méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2011, après prise en compte ou, à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après.

1.3.1 Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2012

- Amendement IFRS 7 « *Instruments financiers* » : informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers (applicable à compter du 1^{er} juillet 2011) ;
- Amendement IAS 12 – *Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents*. Bien que l'IASB ait fixé la date d'application à compter du 1^{er} janvier 2012, cet amendement n'a pas été entériné au niveau de l'Union européenne et ne peut donc pas être appliqué par le Groupe.

L'amendement IFRS 7 ne vise que la nature et l'étendue de l'information à produire sur les opérations de cessions d'actifs financiers que celles-ci soient « déconsolidantes » ou non. Cet amendement n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière du Groupe. Concernant l'amendement IAS 12, le Groupe ne s'attend pas non plus à d'impact significatif sur ses états financiers.

1.3.2 Textes publiés par l'IASB et mais non encore entrés en vigueur

TEXTES ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE A LA DATE DE CLOTURE

- Amendement IAS 1 – *Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012) ;
- Amendement IAS 19 – *Avantages du personnel : comptabilisation des régimes à prestations définies* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;

Le Groupe n'a pas appliqué ces nouveaux amendements par anticipation et ne s'attend pas à des impacts significatifs sur ses états financiers.

TEXTES NON ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE A LA DATE DE CLOTURE

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-dessous, sont d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2012 :

- Amendement IAS 32 – *Compensation des actifs et passifs financiers* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- Amendement IFRS 7 – *Instruments financiers : Information à fournir sur les compensations des actifs et passifs financiers* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IFRS 9 – *Instruments financiers : classifications et évaluations* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015) ;
- IFRS 10 – *Etats financiers consolidés* ;
- IFRS 11 – « *Accords conjoints* » ;
- IFRS 12 – *Information à fournir sur les participations dans les autres entités* ;
- IFRS 13 – *Evaluation de la juste valeur* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IAS 28 révisée – *Participations dans les entreprises associées et co-entreprises* ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS (17 mai 2012).

Le Groupe n'a appliqué aucune de ces nouvelles normes ou interprétations par anticipation et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes, notamment ceux relatifs aux normes IFRS 10 sur le périmètre de consolidation et IFRS 11 qui supprime la consolidation par intégration proportionnelle des coentreprises. Au 30 juin 2012, les principales coentreprises du Groupe sont GPA (voir note 2.2) et Monoprix (voir note 2.2). Les comptes résumés de ces sociétés intégrées proportionnellement sont présentés en note 18.a de l'annexe des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Le 1^{er} juin 2012, l'ARC (*Accounting Regulatory Committee*) a voté en faveur de l'adoption par l'Union européenne des normes IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 et IAS 28 révisée avec une date d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 contre le 1^{er} janvier 2013 fixée par l'IASB. L'adoption européenne devrait suivre d'ici la fin de l'année.

1.4 Utilisation d'estimations et jugements

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la direction, l'utilisation d'estimations, de jugements et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les

informations figurant dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers consolidés clos le 31 décembre 2011.

Les principaux jugements de la période portent sur les modes de consolidation de Monoprix, Mercialys et GPA (voir note 2.2).

Note 2 ■ Faits marquants

2.1 Evolution du périmètre de consolidation

Les principales évolutions de périmètre au cours du 1^{er} semestre 2012 sont :

Principales entrées – sorties de périmètre :

Nom de la société / sous-groupe	Activité	Pays	Opération	Méthode de consolidation *
Sous-groupe Franprix – Leader Price (note 3.1)	Distribution	France	Prise de contrôle	IG
Monshowroom (note 2.2)	E-commerce	France	Acquisition	ME

Principales variations de pourcentage de détention sans modification de la méthode de consolidation :

Nom de la société / sous-groupe	Activité	Pays	Variation du % de détention	Méthode de consolidation *
Groupe Go Sport (note 2.2)	Sport	France	+ 16,44 %	IG
GPA (note 2.2)	Distribution	Brésil	+ 0,19 %	IP
Big C Thaïlande (note 3.2)	Distribution	Thaïlande	- 3,13 %	IG
Mercialys (note 2.2)	Immobilier	France	- 1,13 %	IG
Sous-groupe Franprix – Leader Price ⁽¹⁾	Distribution	France	+10 % / 23 %	ME
Casino Guichard-Perrachon	Distribution	France	-1,58 %	IG

(1) En juin 2012, le sous-groupe Franprix – Leader Price a acquis des participations complémentaires dans les sous-groupes Planes et Faure à hauteur respectivement de 10 % et 23 % portant sa participation à 36 % et 49 %. Ces sous-groupes restent comptabilisés au niveau du sous-groupe Franprix – Leader Price selon la méthode de mise en équivalence et ont été acquis respectivement pour 5 M€ chacun (honoraires inclus).

* Consolidation : par intégration globale IG – par intégration proportionnelle IP – par mise en équivalence ME

2.2 Autres faits marquants

■ Monoprix

En 2000 et 2003, Galeries Lafayette a cédé le contrôle paritaire (50 %) de Monoprix à Casino. Selon les accords contractuels conclus entre Casino et Galeries Lafayette, Casino détient une option d'achat sur 10 % du capital, lui donnant la possibilité de prendre le contrôle de Monoprix et Galeries Lafayette détient une option de vente de sa participation de 50 %, exerçables à compter du 1^{er} janvier 2012 jusqu'en 2028. Par ailleurs, selon ces mêmes accords, Casino détient le droit, en toute hypothèse, de désigner à partir du 31 mars 2012 le Président-Directeur général pour des périodes de trois ans en alternance avec Galeries Lafayette.

Dans ce cadre, Galeries Lafayette a mis en œuvre, le 7 décembre 2011, le processus d'évaluation du prix, qui lui ouvrirait ensuite un délai pour décider de vendre sa participation dans Monoprix à Casino.

Le 28 juin 2012, dans le cadre d'une conciliation sous l'égide du Président du Tribunal de commerce de Paris, les deux parties ont signé une lettre d'intention portant sur la cession par Galeries Lafayette des 50 % détenues dans Monoprix à Casino. L'objectif est de parvenir à la conclusion prochaine d'un protocole transactionnel selon lequel Galeries Lafayette cédera à Casino sa participation d'ici au 30 octobre 2013, au prix de 1 175 M€ indexé à compter du 1^{er} avril 2013. Casino s'est d'ores et déjà engagé sur les termes d'un protocole transactionnel et a mis en place une garantie à première demande octroyée au profit de Galeries Lafayette applicable en octobre 2013. L'acquisition définitive par Casino interviendrait après accord de l'Autorité de la concurrence.

En termes de gouvernance, Monsieur Jean-Charles Naouri, Président-Directeur général de Casino, a été nommé administrateur de Monoprix lors de l'Assemblée Générale qui s'est tenue le 29 juin 2012, Monsieur Philippe Houzé conservant ses fonctions de Président-Directeur général de Monoprix. Postérieurement à la signature du protocole transactionnel, un nouveau Président-Directeur Général de Monoprix présenté par Casino sera désigné. Casino et Galeries Lafayette renonceront, après la cession des actions, aux procédures judiciaires en cours.

L'acquisition par Casino de la participation de Galeries Lafayette dans Monoprix est conditionnée à l'accord préalable de l'Autorité de la concurrence. L'option d'achat n'est donc pas exerçable immédiatement. Ainsi et compte tenu de l'absence de changement des accords liant Casino à Galeries Lafayette d'ici la sortie de cette dernière et le fait que Galeries Lafayette continuera à assurer son rôle de partenaire dans Monoprix jusqu'à la cession des titres, le Groupe a estimé que le mode de consolidation par intégration proportionnelle demeure adapté.

▪ **Processus de perte de contrôle de Mercialys**

Début janvier 2012, le Groupe s'est engagé dans un processus de perte de contrôle de sa filiale Mercialys. A compter de cette date, les actifs et passifs de cette filiale ont été classés conformément à la norme IFRS 5 en « actifs détenus en vue de la vente » et « passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente » (voir note 11). La perte de contrôle devrait se concrétiser au cours du second semestre.

Lors du premier semestre, le processus de cession s'est traduit par une vente sur le marché de 0,1 % du capital, qui a conduit le Groupe à franchir à la baisse le seuil de 50 %, et à la mise en place le 30 avril 2012 avec un établissement financier d'un Total Return Swap (TRS) portant sur 9,8 % du capital de Mercialys.

Au 30 juin 2012, cet instrument n'étant pas déconsolidant au sens de la norme IAS 39, la cession des titres à travers ce contrat n'est pas reconnue dans les comptes et l'apport de trésorerie de 136 M€ qu'il a généré n'a pas non plus d'incidence significative sur l'endettement financier net du Groupe. Ainsi, Casino détient 49,2 % des titres de Mercialys au 30 juin 2012, dont 9,0 % correspondant aux titres non cédés à cette date par l'établissement financier.

Bien que les éléments nécessaires à l'évolution de la gouvernance de Mercialys et la mise en place d'une nouvelle convention de partenariat et d'une convention d'avance en compte courant aient été réalisés sur le semestre (voir ci-dessous), Casino conserve un pourcentage de détention qui le laisse majoritaire en assemblée générale ce qui lui confère une position de contrôle de fait. Sur cette base, Casino a donc maintenu Mercialys en intégration globale dans ses comptes consolidés au 30 juin 2012.

La mise en œuvre du processus de cession s'est traduit notamment sur le semestre par :

- l'évolution de la gouvernance de Mercialys qui a conduit à la perte de la majorité des administrateurs au sein du Conseil d'administration de la société;
- la mise en place d'une nouvelle convention de partenariat de 3,5 ans relative aux développements de projets immobiliers ;
- la mise en place d'une convention de trésorerie avec le groupe Casino.

Dans la lignée de sa nouvelle stratégie, Mercialys a procédé le 20 avril 2012 à une distribution exceptionnelle de ses réserves ainsi que le solde de distribution au titre de l'exercice 2011 pour un montant global de 1 060 M€ dont 532 M€ reçus par le Groupe.

Sur la base du cours de bourse du 29 juin 2012, la valeur de la participation de 49,2 % détenue par Casino s'élève à 665 M€ à mettre en regard d'une valeur comptable de l'actif net de 85 M€ au 30 juin 2012.

▪ **Augmentation de la participation dans GPA et mise en œuvre du processus de prise de contrôle**

Au 30 juin 2012, le Groupe détient 40,32 % du capital de GPA contre 40,13 % au 31 décembre 2011 soit une augmentation de 0,19 % qui résulte principalement de (i) l'émission au profit de Casino de 1,6 million d'actions préférentielles au cours de 85,66 réais par action (voir ci-après) et (ii) l'effet dilutif de stock-options exercées au cours de la période.

L'émission préférentielle, rémunérant l'économie d'impôt généré par l'amortissement d'une partie du goodwill d'acquisition lié à GPA, a été finalisée en mai après l'exercice des droits de préemption des actionnaires de GPA. Casino a ainsi reçu 1,6 million d'actions et 8 M€ en numéraire. Cette opération a généré un résultat de relution de 21 M€ présenté en "Autres produits opérationnels".

Afin de préparer la réorganisation du contrôle de GPA tel que prévu dans le pacte d'actionnaires de la société Wilkes, Casino a informé le 21 mars 2012 son partenaire Monsieur Abilio Diniz qu'elle entendait exercer sa faculté contractuelle de désigner le président du Conseil d'administration de Wilkes.

L'assemblée générale extraordinaire de Wilkes, holding de contrôle de GPA, s'est tenue le 22 juin 2012 à São Paulo. Elle a statué positivement sur la nomination de Jean-Charles Naouri, PDG de Casino, aux fonctions de Président du Conseil d'administration de Wilkes. A la même date, l'assemblée générale extraordinaire de GPA a approuvé la nomination de Messieurs Eleazar de Carvalho Filho, Luiz Augusto de Castro Neves et Roberto Oliveira de Lima, administrateurs proposés par Casino. Ces nominations portent à huit le nombre d'administrateurs nommés par le Groupe sur un Conseil d'administration comportant quinze membres.

Le contrôle de GPA dépend de la capacité de contrôler son Assemblée générale (cette dernière approuvant des décisions clés de la société).

Au 30 juin 2012, le Groupe ne détenant ni la majorité des droits de vote de Wilkes, majorité qui est prévue d'intervenir au plus tard le 22 août 2012 (date d'exercibilité de son option d'achat portant sur une action à droit de vote), ni la majorité des membres du Conseil d'administration de Wilkes qui contrôle 99 % des droits de vote de GPA (voir note 16), Le Groupe a maintenu la consolidation de GPA par intégration proportionnelle dans ses comptes consolidés.

▪ **Monshowroom**

Le 28 février 2012, le Groupe Casino a acquis une participation minoritaire du capital de la société Monshowroom.com avec possibilité à terme de devenir majoritaire. Cette société, spécialisée dans la vente de prêt-à-porter et accessoires de mode multimarques sur internet, permet au Groupe de conforter sa position dans le secteur du commerce en ligne. La valeur des titres mis en équivalence s'élève à 17 M€ au 30 juin 2012.

▪ **Paiement du dividende Casino 2011 en actions**

Au cours du semestre, le Groupe Casino a distribué des dividendes dont une partie a été payé en numéraire à hauteur de 205 M€ et une partie a été rémunérée en actions. Rallye s'est associée à cette opération en optant pour le paiement en actions.

▪ **Paiement du dividende Rallye en actions**

L'Assemblée Générale des actionnaires de Rallye du 23 mai 2012 a décidé le versement d'un dividende de 1,83 € par action au titre de l'exercice 2011, stable par rapport au dividende 2010. Un acompte de 0,80 € par action a été mis en paiement le 6 octobre 2011, le solde s'élevant ainsi à 1,03 €. Il a été décidé que ce solde pouvait, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire soit en actions nouvelles de la société.

Cette opération permet à Rallye de renforcer ses fonds propres de 17 M€ par la création de 774 497 actions nouvelles (1,6 % du capital), immédiatement assimilées aux actions en circulation de la société.

Foncière Euris s'est associée à cette opération en optant majoritairement pour le paiement en actions.

▪ **Succès de l'augmentation de capital de Groupe Go Sport**

Groupe GO Sport a levé, au cours du 1^{er} semestre 2012, 30 M€ dans le cadre d'une augmentation de capital garantie et largement souscrite par Rallye. Cette opération permet au Groupe, d'une part, de réaliser son plan d'investissements afin de poursuivre la redynamisation commerciale des deux enseignes et, d'autre part, de renforcer sa structure financière.

Conformément à leurs engagements, Rallye et ses filiales ont largement accompagné l'opération ; ainsi à la date de réalisation de l'augmentation de capital, Rallye détient 89,7 % du capital et 88,9 % des droits de vote de Groupe Go Sport.

Note 3 ■ Opérations de périmètre

3.1 Opérations du sous-groupe Franprix-Leader Price

Le 1^{er} mars 2012, Franprix-Leader Price a pris le contrôle exclusif du sous-groupe Barat dans lequel il possédait une participation minoritaire. Cette prise de contrôle a été réalisée en portant la participation du Groupe à 100 % du capital dans ce sous-groupe (+ 51 %) pour un montant de 40 M€

En conséquence, ce sous-groupe précédemment comptabilisé en mise en équivalence a été consolidé par intégration globale à compter de sa date d'acquisition. Cette opération représente l'acquisition globale de 22 magasins Franprix et Leader Price et a généré la reconnaissance d'un goodwill provisoire de 48 M€ et d'une charge de réévaluation de la quote-part d'intérêt antérieurement détenue de 1 M€

La contribution de ces magasins au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du groupe Casino pour la période du 1^{er} mars 2012 au 30 juin 2012 est respectivement de 37 M€ et -1 M€. Si cette acquisition avait été réalisée dès le 1^{er} janvier 2012, la contribution de ces magasins au chiffre d'affaires et au résultat net auraient été de 55 M€ et -1 M€

3.2 Opérations sur Big C Thaïlande

Evolution du pourcentage de détention du Groupe dans Big C Thaïlande

La diminution du pourcentage d'intérêt de 3,13 % du Groupe dans Big C Thaïlande résulte (i) de la dilution faisant suite à la non-souscription par le Groupe à l'augmentation de capital émise par Big C Thaïlande et (ii) d'une cession sur le marché. Ces opérations ont eu un impact positif sur les capitaux propres part du Groupe et les intérêts minoritaires respectivement de 92 M€ et 60 M€ au niveau de Casino.

Refinancement de l'acquisition de Carrefour Thaïlande

Lors de l'acquisition de Carrefour Thaïlande en janvier 2011, un emprunt de 38,5 milliards de bahts (soit 981 M€) d'une durée initiale d'un an avait été souscrit. Cet emprunt comportait une option de renouvellement permettant de proroger la durée de l'emprunt de six mois. Cette option avait été exercée reportant la maturité de l'emprunt à juillet 2012. Le 28 juin 2012, dans le cadre du refinancement de l'acquisition de Carrefour Thaïlande, Big C Thaïlande a signé la mise en place d'un financement de 32 milliards de bahts (soit 802 M€) dont les maturités sont comprises entre deux et sept ans.

Note 4 ■ Information sectorielle

En application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs.

Les secteurs opérationnels du Groupe sont au nombre de trois :

- l'activité « Grande Distribution » qui correspond au groupe Casino,
- l'activité « Articles de Sport » qui concerne Groupe Go Sport et ses filiales,
- l'activité « Holdings et portefeuille d'investissements ».

La performance de chaque secteur est évaluée sur la base du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant (ROC).

1^{er} semestre 2012

(en millions d'euros)	Grande Distribution				Articles de sport		Holdings et portefeuille d'investissements		Activités poursuivies au 1 ^{er} semestre 2012
	France	Amérique Latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Chiffre d'affaires externe	9 027	6 256	1 641	424	295	29	4	6	17 682
Résultat opérationnel courant	250	266	117	5	(14)		(11)	16	629

1^{er} semestre 2011

(en millions d'euros)	Grande Distribution				Articles de sport		Holdings et portefeuille d'investissements		Activités poursuivies au 1 ^{er} semestre 2011
	France	Amérique Latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Chiffre d'affaires externe	9 102	5 186	1 431	425	299	29	2	7	16 481
Résultat opérationnel courant	270	197	96	8	(13)	1	(13)	14	560

Les actifs non courants* par zone géographique se présentent ainsi :

(en millions d'euros)	Grande Distribution				Articles de sport		Holdings et portefeuille d'investissements		Total
	France	Amérique Latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Au 30 juin 2012	9 631	5 867	2 063	322	131	5	45	273	18 337
Au 31 décembre 2011	10 680	5 875	1 968	320	131	5	54	269	19 302

(* Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées ainsi que les charges constatées d'avance long terme.

Note 5 ■ Informations sur le résultat opérationnel courant

5.1 Saisonnalité de l'activité

Les activités du Groupe présentent une légère saisonnalité, liée à une activité plus élevée sur le second semestre et plus particulièrement sur le mois de décembre.

5.2 Nature de charges par fonction

1^{er} semestre 2012

(En millions d'euros)	Coûts logistiques (1)	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	Total 1 ^{er} semestre 2012
Charges de personnel	(259)	(1 493)	(429)	(2 181)
Autres charges	(409)	(1 570)	(265)	(2 244)
Dotations aux amortissements	(19)	(287)	(72)	(378)
Total	(687)	(3 350)	(766)	(4 803)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

1^{er} semestre 2011

(En millions d'euros)	Coûts logistiques ⁽¹⁾	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	Total 1 ^{er} semestre 2011
Charges de personnel	(246)	(1 396)	(390)	(2 032)
Autres charges	(381)	(1 482)	(266)	(2 129)
Dotations aux amortissements	(19)	(292)	(59)	(370)
Total	(646)	(3 170)	(715)	(4 531)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

Note 6 ■ Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011
Total des autres Produits opérationnels	54	104
Total des autres Charges opérationnelles	(163)	(238)
	(109)	(134)
Détail par nature		
Résultat de cessions d'actifs	8	
Autres produits et charges opérationnels	(117)	(134)
Provisions et charges pour restructurations (1)	(46)	(42)
Provisions et charges pour litiges et risques	(13)	(5)
Produits nets liés à des opérations de périmètre (2)	(62)	35
Pertes nettes de valeur des actifs	(6)	(18)
Coûts d'intégration de Nova Casas Bahia et Carrefour Thaïlande		(22)
Taxe sur le patrimoine (Colombie) (3)		(72)
Divers	10	(10)
Total autres produits et charges opérationnels	(109)	(134)

(1) Cette charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2012 concerne essentiellement les secteurs Casino France et Franprix – Leader Price à hauteur respectivement de 26 M€ et 14 M€. Au 1^{er} semestre 2011, elle portait principalement sur les mêmes secteurs à hauteur de 18 M€ chacun.

(2) La perte de 62 M€ constatée au cours du 1^{er} semestre 2012 résulte essentiellement de coûts de transaction relatifs aux opérations de périmètre ayant eu lieu sur le premier semestre et à celles attendues sur le second semestre (voir note 2). Le produit de 35 M€ enregistré au 30 juin 2011 résultait à hauteur de 48 M€ de la réévaluation des participations antérieurement détenues liées aux prises de contrôle réalisées par le sous-groupe Franprix – Leader Price en février 2011 compensée à hauteur de 13 M€ de coûts de transaction.

(3) A compter du 1^{er} janvier 2011, la filiale Exito a été assujettie à une taxe sur le patrimoine déterminée sur ses capitaux propres. Cette taxe est payable en huit semestrialités. Une dette a donc été reconnue à cette date pour la valeur actualisée des paiements à effectuer sur les quatre prochaines années.

Note 7 ■ Résultat financier**7.1 Coût de l'endettement financier net**

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011
Résultat de cession des équivalents de trésorerie		2
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	54	36
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	54	38
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	(369)	(367)
Charges financières de location-financement	(3)	(2)
Coût de l'endettement financier brut	(372)	(369)
Total du coût de l'endettement financier net	(318)	(331)

7.2 Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011
Produits financiers de participation	1	1
Gains de change (hors opérations de financement)	58	14
Produits d'actualisation et de désactualisation	9	15
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture (1)	38	48
Autres produits financiers	37	32
Autres produits financiers	143	110
Pertes de change (hors opérations de financement)	(64)	(44)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(7)	(11)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture (2)	(56)	(8)
Autres charges financières	(73)	(52)
Autres charges financières	(200)	(115)
Total autres produits et charges financiers	(57)	(5)

(1) En décembre 2011, Casino a souscrit un Total Return Swap (TRS) portant sur des actions préférentielles de GPA (voir note 9 de l'annexe aux comptes annuels 2011). Le TRS, dérivé en juste valeur par résultat, a été évalué par référence au cours de bourse du 29 juin 2012 et s'élève à 30 M€

(2) La perte provient principalement de swaps d'intérêts et de dérivés pour respectivement 19 M€ et 29 M€

Note 8 ■ Charge d'impôt

La charge d'impôt, en hausse sur la période, s'élève à 100 M€ contre 52 M€ au titre du 1^{er} semestre de l'exercice précédent. Après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, le taux normatif d'impôt est du même ordre qu'en 2011.

Note 9 ■ Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement

Au cours du premier semestre 2012, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 478 M€ contre 511 M€ lors de la même période en 2011.

La diminution des immeubles de placement résulte du reclassement des actifs et passifs de Mercialys selon IFRS 5 (voir note 11).

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2012 des indices de perte de valeur relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Certaines Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) présentaient des indicateurs de perte de valeur et des tests de dépréciation ont par conséquent été effectués.

S'agissant des goodwill, la mise-à-jour des tests n'a pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2012. L'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable issu des tests annuels 2011 des regroupements d'UGT concernés reste suffisant pour justifier l'absence de tout risque de dépréciation même en réduisant les principales hypothèses retenues dans la détermination de la valeur d'utilité. Il est rappelé que le Groupe procède à un test de dépréciation des goodwill chaque année au 31 décembre, après l'approbation par la Direction des plans à moyen terme. Concernant les autres actifs immobilisés, la mise à jour des tests de dépréciation n'a pas non plus donné lieu à la constatation de perte de valeur significative au 30 juin 2012.

Note 10 ■ Trésorerie nette

L'agrégat « Trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Equivalents de trésorerie	2 106	1 889
Disponibilités	1 531	2 036
Trésorerie brute	3 637	3 925
Concours bancaires courants	(835)	(587)
Trésorerie nette	2 802	3 338

Le poste « Trésorerie » inclut à hauteur de 183 M€ la trésorerie reçue au titre de mobilisations de créances satisfaisant aux critères de décomptabilisation d'actifs financiers d'IAS 39, contre 219 M€ au 31 décembre 2011.

Note 11 ■ Actifs détenus en vue de la vente et passifs associés

Les actifs détenus en vue de la vente se décomposent ainsi :

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Actifs du sous-groupe Franprix - Leader Price		14
Actifs du sous-groupe Mercialys (note 2.2)	1 339	6
Divers	42	37
Actifs détenus en vue de la vente	1 381	57
Passifs rattachés à des actifs détenus en vue de la vente	1 093	

Les actifs et passifs détenus en vue de la vente relatifs au sous-groupe Mercialys se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2012
Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles	51
Immeubles de placements	1 180
Autres actifs non courants	4
Actifs non courants	1 235
Autres actifs courants	65
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39
Actifs courants	104
Total actifs	1 339
Passifs financiers non courants	1 001
Autres passifs non courants	23
Passifs non courants	1 024
Passifs financiers courants	11
Fournisseurs	8
Autres passifs courants	34
Passifs courants	53
Total passifs	1 077

Les flux de trésorerie liés à Mercialys sont les suivants :

(en millions d'euros)	30 juin 2012
Flux net de trésorerie généré par l'activité	120
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(15)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(70)
Total	35

Note 12 ■ Capitaux propres

12.1 Capital social

Le capital social s'élève à 85 M€ Il est composé de 5 656 860 actions de 15 €de valeur nominale.

12.2 Distribution de dividendes

L'assemblée générale des actionnaires du 25 mai 2012 a décidé une distribution de dividendes de 2 €par action. La mise en paiement du dividende au titre de l'exercice 2011 est intervenue le 21 juin 2012.

La distribution du dividende comptabilisée en réduction des capitaux propres s'élève à 11 M€au 1^{er} semestre 2012.

Note 13 ■ Emprunts, dettes et passifs financiers**13.1 Composition de l'endettement financier net**

(en millions d'euros)	30/06/2012			31/12/2011		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires	7 425	835	8 260	7 081	654	7 735
Autres dettes financières	1 798	3 708	5 506	2 399	3 290	5 689
Contrats de crédit-bail	51	28	79	61	41	102
Dettes liées à des puts sur intérêts minoritaires	46	71	117	66	43	109
Instruments financiers dérivés passifs	22	23	45	25	51	76
Total passifs financiers	9 342	4 665	14 007	9 632	4 079	13 711
Instruments financiers dérivés actifs (1)	(159)	(38)	(197)	(130)	(75)	(205)
Créance rattachée à la cession de Cativen (Venezuela)		(104)	(104)		(106)	(106)
Titres de placement et assimilés (1)		(475)	(475)		(484)	(484)
Trésorerie et équivalent de trésorerie		(3 637)	(3 637)		(3 925)	(3 925)
Total actifs financiers	(159)	(4 254)	(4 413)	(130)	(4 590)	(4 720)
Endettement financier net	9 183	411	9 594	9 502	(511)	8 991

(1) Les actifs financiers de couverture courants et les titres de placement et assimilés sont regroupés dans le poste « Autres actifs financiers ».

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Passifs financiers à l'ouverture	13 711	11 454
Instruments financiers dérivés actifs	(205)	(277)
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture)	13 506	11 177
Nouveaux emprunts (1)	1 801	4 013
Remboursements (principal et intérêts) (2)	(1 473)	(2 046)
Autres actifs financiers		11
Variations de la juste valeur (contrepartie résultat)	2	(3)
Ecarts de conversion	(44)	(108)
Variations de périmètre	23	414
Variation des dettes liées à des puts sur intérêts minoritaires	8	51
Autres	(13)	(3)
Dettes financières à la clôture (y compris instruments de couverture)	13 810	13 506
Passifs financiers à la clôture	14 007	13 711
Instruments financiers dérivés actifs	(197)	(205)

(1) Les nouveaux emprunts comprennent principalement les opérations décrites ci-après : souscriptions liées à (i) la souscription par Casino, Guichard-Perrachon et GPA de nouveaux emprunts obligataires pour un montant global de 971 M€ (respectivement 600 M€ et 371 M€), (ii) la souscription de nouveaux emprunts par les filiales Exito et GPA pour respectivement 116 M€ et 72 M€ et (iii) la constatation de la dette liée au TRS Mercialys à hauteur de 125 M€ (voir note 2.2). Le solde du mouvement provient essentiellement de découverts bancaires au sein des filiales (notamment Franprix – Leader Price et Monoprix)

(2) Les remboursements d'emprunts correspondent principalement aux événements suivants : remboursements (i) des emprunts obligataires sur Casino, Guichard –Perrachon et GPA pour respectivement 501 M€ et 43 M€ (ii) des autres emprunts et dettes financières liés à Exito, GPA, Big C Thaïlande et Franprix – Leader Price pour respectivement 146 M€, 116 M€, 112 M€ et 22 M€, et (iii) de flux nets de billets de trésorerie pour 138 M€

L'emprunt obligataire de 600 M€ émis par Casino, Guichard-Perrachon est à échéance 2020 et a un taux d'intérêt effectif de 4,05%.

13.2 Echancier de paiement des passifs financiers

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 30/06/2012	Inférieure à un an	De un à cinq ans	Supérieure à cinq ans	Valeur au bilan au 31/12/2011
Emprunts obligataires	8 260	835	4 606	2 819	7 735
Autres dettes financières	5 506	3 708	1 681	117	5 689
Contrats de crédit-bail	79	28	45	6	102
Dettes liées à des puts sur intérêts minoritaires	117	71	26	20	109
Instruments financiers dérivés passifs	45	23	22		76
Passifs financiers	14 007	4 665	6 380	2 962	13 711
Dettes fournisseurs	4 716	4 716			5 519
Autres dettes	3 732	3 031	495	206	4 316
Total	22 455	12 412	6 875	3 168	23 546

Note 14 ■ Passifs et actifs éventuels

▪ Litige avec la famille Baud

Des litiges divers, faisant suite à des demandes nouvelles, totalement mal fondées de la famille Baud, restent en cours, en particulier au titre de la résiliation en 2006 par Casino du contrat de licence de marque conclu par Geimex avec Leader Price Polska.

La société Geimex est consolidée par intégration proportionnelle dans les comptes consolidés du Groupe. Au 30 juin 2012, les intérêts du groupe Casino dans la société s'élèvent à 84 M€ dont 61 M€ de goodwill.

A titre d'information, le chiffre d'affaires hors taxes et le résultat net consolidé du groupe Geimex pour l'exercice 2011 se sont élevés respectivement à 245 M€ et 8 M€.

▪ Procédure en défense à l'initiative des cédants du bloc de contrôle dans Globex Utilidades SA

En juin 2009, GPA, par l'intermédiaire d'une de ses filiales, a fait l'acquisition du bloc de contrôle de Globex Utilidades SA, une société leader sur le marché de la distribution des produits électroniques et électro-ménagers sous l'enseigne « Ponto Frio ».

L'ancien actionnaire majoritaire (Morzan Empreendimentos), considérant que GPA et solidairement ses actionnaires de contrôle, dont Wilkes, la holding de contrôle de GPA, mais également Casino, Guichard-Perrachon et trois autres de ses sous holdings, n'ont pas respecté les stipulations du contrat relatives aux modalités du paiement du prix, pour la portion payable en titres GPA, a initié une procédure arbitrale devant la Chambre de Commerce Internationale par une requête datée du 30 mai 2012. Aux termes de cette requête des dommages et intérêts sont demandés à hauteur d'environ 160 millions de reals (environ 62 M€).

A ce stade, le tribunal arbitral est en cours de constitution. En tout état de cause, ni GPA, ni ses actionnaires de contrôle ne considèrent la demande comme fondée. Subsidiatement, hormis GPA et Wilkes qui sont parties au contrat de cession de titres, aucune des autres parties appelées en défense ne saurait être liée par les stipulations dudit contrat.

▪ Sinistre thaïlandais

Lors des événements du 2^{ème} trimestre 2010 qui se sont déroulés à Bangkok, la filiale Big C Thaïlande avait subi des pertes résultant d'un incendie ayant entraîné la destruction totale ou partielle d'un certain nombre d'actifs et de pertes d'exploitation. Les assurances sont en cours de finalisation de leurs investigations qui devraient aboutir au règlement de l'indemnité reconnue dans les comptes à hauteur de 11 M€ d'ici la fin de l'exercice.

Entre août et novembre 2011, le pays a subi de fortes inondations qui ont affecté directement quatre centres de distribution, cinq hypermarchés et quinze petits magasins ; d'autres magasins ont été touchés indirectement. Cela a conduit à une destruction partielle ou

totale de certains actifs immobiliers et opérationnels ainsi qu'à une perte d'exploitation importante. Le chiffrage du sinistre est en cours ; au 30 juin 2012, les dommages et pertes subies sont évalués à environ 42 M€, dont 33 M€ au titre de pertes d'exploitation. En relation avec ces dommages, le groupe Casino a reconnu un droit à remboursement des assurances net des franchises de 22 M€ au 30 juin 2012, dont 11 M€ sur le semestre.

▪ Litiges avec l'administration fiscale

Le Groupe a fait l'objet de redressements fiscaux portant sur l'exercice 1998 concernant la récupération de déficits fiscaux jugée abusive par l'administration fiscale. En août 2011, le Groupe a été condamné à payer un montant de 27 M€ par le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise et a fait appel le 3 octobre 2011 auprès de la Cour administrative d'appel de Versailles. Casino considère, en effet, que les arguments retenus par le Tribunal administratif sont contestables. Le Groupe est confiant dans ses chances d'obtenir une décision favorable et en conséquence n'a pas provisionné ce litige.

Note 15 ■ Parties liées

La société Finatis est contrôlée par la société Euris. Au 30 juin 2012, le groupe Euris détient directement et indirectement 92,5 % du capital et des droits de vote de Finatis.

Les relations avec les parties liées sont restées comparables à celles de l'exercice 2011 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Finatis bénéficie du conseil de son actionnaire de contrôle la société Euris, holding animatrice du Groupe, avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Note 16 ■ Evènements postérieurs à la clôture

▪ Prise de contrôle de GPA

Le 2 juillet 2012, l'Assemblée générale de Wilkes a approuvé la modification du Conseil d'administration consistant à nommer un administrateur proposé par Casino en remplacement d'un administrateur nommé par Abilio Diniz. Casino a ainsi finalisé le processus de prise de contrôle et a obtenu la majorité au Conseil d'administration de Wilkes qui lui permet de décider du sens du vote de Wilkes à l'Assemblée générale de GPA et donc irrévocablement de contrôler également GPA. A compter de cette date, le Groupe consolidera donc GPA selon la méthode de l'intégration globale.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'intégration à 100 % de GPA dans les comptes consolidés du Groupe clos le 30 juin 2012 si la prise de contrôle de GPA était intervenue le 1^{er} janvier 2012.

(en millions d'euros)	30 juin 2012 publié	30 juin 2012 proforma
Chiffre d'affaires	17 682	23 648
Résultat opérationnel courant	629	917
Résultat opérationnel (hors incidence de la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue mentionnée ci-dessous)	520	781
Résultat financier	-375	-520
Résultat avant impôt	145	261
Résultat net de l'ensemble consolidé	28	112
<i>Résultat net, part du Groupe (*)</i>	<i>-74</i>	<i>-78</i>
<i>Résultat net, part minoritaire</i>	<i>102</i>	<i>190</i>

(*) La diminution du résultat net part du Groupe proforma résulte de la comptabilisation de certaines opérations directement en capitaux propres s'agissant de transactions effectuées entre actionnaires alors qu'auparavant elles étaient effectuées avec une société consolidée selon la méthode d'intégration proportionnelle et traitées en résultat de la période. Ces opérations correspondent à l'émission d'actions préférentielles au profit de Casino et à l'exercice de stock-options (voir note 2.2).

Ces comptes proforma n'intègrent pas l'éventuelle incidence de l'évaluation des actifs et des passifs à leur juste valeur ni de la réévaluation à la juste valeur de la participation de 40,32 % détenue par le Groupe. Ce travail d'évaluation des justes valeurs vient de débiter. Sur la base du seul cours de bourse des actions préférentielles au 2 juillet 2012 (appliqué à l'ensemble des actions de GPA), le produit de réévaluation des 40,32 % détenus s'élèverait à 724 M€

Par ailleurs, l'incidence de la prise de contrôle sur l'endettement financier net est estimée de façon provisoire à 1 059 M€ montant incluant l'intégration à 100 % de la dette de GPA ainsi que les dettes d'options de vente octroyées à la famille Diniz (les modalités des options de vente sont décrites à la note III.1 de l'annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2011).

▪ **Monoprix**

Suite à la lettre d'intention signée le 28 juin 2012 entre Casino et Galeries Lafayette, les deux groupes ont conclu, le 26 juillet 2012, un protocole transactionnel portant sur la cession de la participation de 50 % détenue par Galeries Lafayette dans Monoprix à Casino selon les termes du communiqué du 29 juin 2012.

L'acquisition interviendra à l'issue du processus d'autorisation en cours devant l'Autorité de la concurrence

▪ **Foncière Euris et Rallye**

La promesse de cession du centre Manufaktura en Pologne a été signée le 26 juillet 2012 ; cette cession devrait être effective, après levée des conditions suspensives, d'ici la fin de l'année 2012.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Finatis, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 27 juillet 2012

Les Commissaires aux Comptes

CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Mohcine Benkirane

Pierre Bourgeois